

CRÉONS DEMAIN

N° 03 – JUIN 2017 – TRIMESTRIEL

ecolo



PB-PP|B-00802
BELGIE(N)-BELGIQUE

CHARLEROI X
P 201087

PERTURBATEURS ENDOCRINIENS : DANS LES COULOIRS DU POUVOIR

FAKE NEWS, VRAIS DÉFIS

Entretien avec les décodeurs du Monde.fr

DÉLOCALISATIONS VS ROBOTISATION

+ FLEXIBILISATION : les chiffres

#CRÉONSDEMAIN



04



22



27

SOMMAIRE

ÉDITO

Inventer un green happy end
à la tragédie européenne 03

LE DOSSIER

Perturbateurs endocriniens :
enquête au cœur de la fabrique du doute 04

cefic – Au cœur du lobbying international 06

Des produits cosmétiques naturels,
c'est possible ! 07

Interview du docteur Jean Pauluis,
spécialiste en santé environnementale 09

ECOLABS

Pour une fiscalité plus juste,
plus efficace et plus verte 10

Santé-Environnement : le couple réconcilié ... 11

EUROPE

L'Europe... non mais allô quoi?! 12

L'Europe reconnaît l'accaparement
des terres sur son territoire 14

LES PAGES RÉGIONALES 16

ETIOPIA

3 questions à Szymon Zareba
sur le rôle politique des musées 18

VUE DE FLANDRE

Les verts progressent aux Pays-Bas 20

COFD

La réalité chiffrée et nuancée
des délocalisations 21

L'INTERVIEW

Fake news, vrais défis 22

ECOLOJ 25

LES COMMUNES EN MARCHÉ 26

LIFESTYLE

La sieste, ce n'est pas
que pendant les vacances! 28

BIEN MANGER 30

AGENDA 31

RE JOIGNEZ-NOUS! 32

CRÉONS DEMAIN – ECOLO

N° 03 – JUIN 2017 – TRIMESTRIEL

RÉDACTEUR EN CHEF

Pascal Devos

SECRÉTAIRES DE RÉDACTION

Bastian Petter & Céline Deprez

ONT ÉGALEMENT PARTICIPÉ

À L'ÉLABORATION DE CE NUMÉRO :

Adrien Volant, Annie Pierret, Antoine Mariage, Benoit Dive, Carlotta Ortmann, Christina Dewart, Christophe Derenne, Claire Delière, Claude Vernay, Danaé Grosjean, Diane Auchapt, Evelyne Huytebroeck, France Masai, Francesco Ajena, Guillaume Defossé, Hélène Wallemacq, Jonathan Piron, Laurence Dooms, Lauriane Douchamps, Luc Barbé, Marc Duchateau, Margaux De Ré, Michel Genet, Nicole Maréchal, Olivier Derruine, Pascale Ambuhl, Patrick Dupriez, Sophie Agapitos, Thierry Van Hentenryck, Vincent Debruyne, Zakia Khattabi

GRAPHISME

exnihilo.be

Créons Demain est imprimé sur du papier 100% recyclé, certifié FSC*. Les encres utilisées sont sans alcool : les substances à impact faible sur l'environnement sont systématiquement privilégiées, notamment grâce à l'emploi d'encres végétales et alimentaires. L'imprimerie produit une partie de son électricité au moyen de panneaux photovoltaïques. Ses déchets sont soigneusement recyclés.

* Certificat n°SGSCH-COC-006801

INVENTER UN GREEN HAPPY END À LA TRAGÉDIE EUROPÉENNE



Il y a un an, les Anglais se prononçaient en faveur du Brexit. Ce qu'on estimait relever de l'ordre du fantasme prenait soudainement corps. Aux dernières élections présidentielles françaises, la candidate d'extrême droite a recueilli 35% des voix en faisant campagne contre l'Europe. A contrario, son rival l'a emporté en défendant l'idée d'une Europe forte. Deux visions du monde qui, en se faisant face, résument toute la « tragédie européenne ».

Entre l'idéal d'un rapprochement des peuples et la réalité d'une Europe qui déçoit, entre l'Europe des abandonnés et celle des bénéficiaires de la mondialisation, l'échec est avant tout celui de ses institutions, incapables de se connecter à la réalité et au quotidien des citoyens des différents pays de l'Union. La création d'un marché de 400 millions de consommateurs n'était pas une fin en soi. L'Europe des écologistes devrait être un outil de stabilité internationale, d'amélioration sociale et de progrès environnemental, un outil fédérateur au service des peuples davantage que des multinationales.

L'exemple de la législation sur les perturbateurs endocriniens est à cet égard particulièrement illustratif : destinée au départ à protéger la santé des européens, elle a évolué vers la protection des intérêts des grandes industries du chimique. Mais le citoyen européen n'est pas dupe. Il est fâché contre ses institutions. Il demande que son Europe le protège et se soucie de l'avenir de ses enfants. Il ne veut plus qu'elle cède systématiquement aux pressions des milieux économiques et

financiers au détriment de sa santé, de sa protection sociale, de son environnement...

En général, une tragédie se termine mal. Mais l'histoire de l'Europe n'est pas écrite et les chapitres à venir restent à inventer. Il revient aux écologistes de transformer le ras-le-bol populaire, et d'amplifier les mouvements qui convergent vers la transition écologique pour que, de ces tensions et contradictions, naisse une autre Europe, plus verte, plus démocratique et plus solidaire. C'est tous ensemble que nous y parviendrons.

Zakia KHATTABI et Patrick DUPRIEZ,
Coprésidents d'ECOLO





Commission européenne
Europese Commissie

“Les industriels ont mis en route une machine à créer du doute. Et ça marche, puisqu’on a assisté à un véritable coup d’État de la Commission, qui a modifié le texte parlementaire au mépris du droit européen.”

PERTURBATEURS ENDOCRINIENS : ENQUÊTE AU CŒUR DE LA FABRIQUE DU DOUTE

LE COUP D'ÉTAT DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

On en trouve bien sûr dans les pesticides mais ils sont potentiellement présents dans de nombreux produits de la vie quotidienne : cosmétiques, dentifrices, tétines, parfums, peintures, détergents, déodorants, lingettes nettoyantes, etc. On les appelle les *perturbateurs endocriniens*. Ils interfèrent avec notre système hormonal et peuvent induire des problèmes de santé majeurs (infertilité, cancers, diabète, problèmes neurologiques, ...). Pourtant, depuis près de dix ans, la Commission Européenne décide de ne pas décider. Manque de volonté ? Influence des lobbys ? Que se trame-t-il dans les coulisses de la décision ? Enquête au cœur d'une véritable « fabrique du doute ».

En 2009, le Parlement Européen vote un nouveau règlement sur les pesticides prévoyant d'exclure du marché les produits identifiés comme des perturbateurs endocriniens. À charge de la Commission Européenne, qui se voit octroyer un délai de quatre ans, de définir les critères d'identification de ces perturbateurs.

Début 2013, la Direction Générale Environnement de la Commission Européenne présente une proposition, fortement décriée par les industriels. Le texte est alors rejeté et c'est la Direction Générale Santé qui reprend le dossier. Cette dernière se tourne vers l'Autorité Européenne de sécurité des Aliments (EFSA) et lui demande un avis.

Quatre ans ont passé depuis cette date butoir de 2013, et pourtant, nous ne sommes toujours nulle part. Pire, c'est le quatrième revers pour la Commission Européenne.



cefic

Au cœur du lobbying international

Le conseil européen de l'industrie chimique (CEFIC) est la plus grosse organisation de lobbying en Europe. Elle représente les intérêts européens de 29.000 firmes chimiques. Parmi celles-ci, des géants comme BASF ou Bayer, mais aussi des firmes américaines comme le pétrolier ExxonMobil ou encore le japonais Sumitomo Chemical, dont le chiffre d'affaires cumulé dépasse les 500 milliards d'euros.

Le CEFIC emploie à lui seul plus de 150 personnes, dont on estime qu'une soixantaine passent leur temps dans les couloirs des Institutions Européennes à donner leur point de vue et à « se rendre utiles » auprès des décideurs européens. Son budget annuel est estimé à 40 millions d'euros. ■



UNE LÉGISLATION AUX CONSÉQUENCES MONDIALES

Il faut dire qu'en légiférant sur la question des perturbateurs endocriniens, l'Europe serait la première à définir légalement ces substances. L'enjeu est donc de taille, puisque c'est un nouveau standard de protection des citoyens qui pourrait s'imposer au reste du monde. Une fois le règlement européen voté, tous les partenaires commerciaux hors UE devront en effet s'adapter aux nouvelles normes s'ils veulent exporter sur notre continent.

L'industrie des pesticides, principale concernée, a bien compris la menace et va dès lors exploiter tant et plus toutes les failles et arguments possibles. Parmi ceux-ci, il en est un en particulier qui a fait basculer les négociations : l'avis de l'Autorité Européenne de sécurité des Aliments (EFSA). Un avis ouvrant une brèche juridique qui servira de fondement scientifique au projet contesté de réglementation de la Commission Européenne.

Que dit cet avis ? Les perturbateurs endocriniens doivent être considérés comme les autres com-



posés «préoccupants» au plan sanitaire, et donc faire l'objet d'une évaluation des risques. Chaque perturbateur endocrinien est dès lors évalué au cas par cas et des dérogations sont accordées en fonction du risque en cas d'exposition.

Le texte initial prévoyait l'exclusion a priori de tous les produits identifiés comme étant des perturbateurs endocriniens. Avec cette nouvelle version du texte, l'approche change radicalement de point de vue.

Des produits cosmétiques naturels, c'est possible !

Les perturbateurs endocriniens sont particulièrement présents dans les produits cosmétiques et il n'est pas évident de se passer d'eux dans la vie quotidienne. Il est cependant possible de minimiser l'exposition à ces substances. Car il existe des alternatives. C'est ce qu'a bien compris le laboratoire de cosmétiques Copaïba installé à Spa.

Copaïba se distingue des produits classiques en étant une référence en termes de cosmétiques naturels. En effet, ses fragrances sont exclusivement basées sur les huiles essentielles, les concrètes de fleurs ou d'autres extraits naturels. À bien des égards, les produits développés ici dépassent le label bio classique. ■



EN SAVOIR PLUS :
www.copaiba.be



UN AVIS CONTRAIRE AUX NORMES DE L'OMS

Mais revenons à l'année 2013. Un mois avant la publication de l'avis, l'Organisation mondiale de la santé et le programme des Nations Unies pour l'environnement publient un rapport conjoint sur les perturbateurs endocriniens. Leurs conclusions sont sans appel : la méthode traditionnelle d'évaluation des risques des produits chimiques est inadéquate. Une position diamétralement

opposée à celle de l'EFSA et qui sera dénoncée en interne de l'agence, comme nous le révèle le journal *Le Monde*¹ : « *Les conclusions actuelles où nous expliquons que les perturbateurs endocriniens peuvent être traités comme la plupart des autres substances chimiques (...) nous isolent du reste du monde et pourraient être difficiles à défendre* », écrit un fonctionnaire de l'EFSA.

LA FABRIQUE DU DOUTE A TOURNÉ À PLEIN RENDEMENT

Que s'est-il passé à l'époque ? Le 7 juin 2013, à l'approche de la date fatidique, la Commission est en réunion, elle examine des pistes. Au même moment, une des secrétaires générales adjointes de la Commission, un poste influent, reçoit un mail de la multinationale Bayer lui demandant de se prononcer en faveur de la mise en œuvre d'une étude d'impact de la réglementation. Les jours suivants, les emails de l'industrie se multiplient pour demander de concert cette étude d'impact. Parallèlement, 18 toxicologues affirment dans plusieurs revues scientifiques que les perturbateurs endocriniens seraient « *sans conséquence à faibles doses* », et que l'approche de précaution de la DG Environnement n'a pas de base scientifique, tandis que la Conseillère Scientifique auprès du Président de la Commission Européenne reçoit une lettre cosignée par 56 scientifiques. Elle réagit immédiatement, demande des explications. Le doute est désormais bien implanté. L'étude d'impact est donc décidée. La suite de l'histoire, on la connaît...

Et pourtant, comme le révèle une enquête du site américain *Environmental Health News*², sur les 18 toxicologues, 17 sont liés à l'industrie par des contrats de consultant ou de financement de

recherches. Quant aux 56 cosignataires, 33 ont également des liens avec l'industrie...

« *On assiste au même processus qu'en ce qui concerne les dangers du tabac ou encore la minimisation du réchauffement climatique par l'homme. Les industriels ont mis en route une machine à créer du doute. Et ça marche, puisqu'on a assisté à un véritable coup d'Etat de la Commission, qui a modifié le texte parlementaire au mépris du droit européen. Dans ce dossier, on fonde les preuves en fonction d'une vision politique* », dénonce le député européen Philippe Lamberts.

À ce stade, pas d'accord donc, et aucune nouvelle date de discussion n'est avancée. La Suède a déposé plainte contre la Commission Européenne pour non respect de ses obligations. En Belgique, la députée écologiste Muriel Gerkens, qui voit des similitudes avec le lobby de l'amiante, se bat pour que la Belgique s'associe à la plainte et retire le bisphénol A des récipients alimentaires, à l'image de la France. Elle a également déposé des textes à la Chambre des Représentants visant à interdire la mise sur le marché de toute substance identifiée comme perturbateur endocrinien, quel qu'en soit l'usage. ■

1 – www.lemonde.fr/acces-restreint/planete/article/2016/11/29/c04e884ea2579b6482f4b7f1afd25137_5039862_3244.html

2 – www.environmentalhealthnews.org/ehs/news/2013/eu-conflict

Le coût des perturbateurs endocriniens s'élève à 157 MILLIARDS D'EUROS

Un cancer sur deux serait dû aux perturbateurs endocriniens...

Il est difficile de déterminer avec précision la part dévolue aux perturbateurs endocriniens dans la prévalence des cancers. Les expositions précoces aux stades fœtaux et dans la petite enfance sont celles qui ont le plus d'impact. Néanmoins, il ne faut pas perdre de vue que les expositions environnementales sont susceptibles d'entraîner d'autres maladies d'apparition plus précoce : trouble de la fertilité, trouble de l'attention, obésité, diabète, ... Dans cette réflexion, le cancer n'est que l'expression ultime d'une éventuelle exposition environnementale.

Les perturbateurs endocriniens sont présents dans de nombreux objets de la vie quotidienne. Comment s'en protéger ?

Il est possible et indispensable de minimiser les expositions des cibles favorites des perturbateurs endocriniens, à savoir la femme enceinte et le fœtus. Une hygiène chimique tant au niveau alimentaire qu'au niveau cosmétique doit être conseillée. De même, une réflexion sur l'aménagement de la chambre de l'enfant minimisera les sources aériennes. À ce titre, de nouvelles idées peuvent être proposées : visites de dépistage et de conseil à domicile faites par des infirmières formées aux expositions environnementales, sensibilisation des médecins aux conseils à prodiguer,...

Quand on parle des perturbateurs endocriniens, l'alimentation est particulièrement visée. Est-il possible de manger sainement tout en restant dans des budgets raisonnables?

L'«Endocrine Society», dans une publication récente, a estimé le coût lié aux perturbateurs endocriniens à 157 milliards d'euros par an. Ne faut-il pas dès lors allouer ces ressources afin de favoriser l'accessibilité de produits moins chargés en perturbateurs endocriniens (*ndlr : l'alimentation bio*) et dégager des économies collectives ? ■



POUR UNE FISCALITÉ PLUS JUSTE, PLUS EFFICACE ET PLUS VERTE

Aujourd’hui, les 10% des Belges les plus fortunés disposent quasiment d’autant de richesses que les 90% restants. Parallèlement, la Belgique est un des pays au monde où le travail est le plus mis à contribution. Nous avons donc proposé au débat public, le 22 avril, une réforme globale du système fiscal, avec deux mesures phares.

La première mesure discutée est inspirée du système fiscal hollandais et des thèses de Thomas Piketty. Elle vise un prélèvement sur le rendement du patrimoine et remplace 5 impôts existants. Cette évolution fiscale, qui viserait à globaliser les revenus, aurait pour conséquence de répartir plus équitablement l’impôt et permettrait à la fois de réduire le coût du travail et de stimuler l’investissement dans l’économie réelle. Seuls les patrimoines nets supérieurs à 1 million d’euros verraient leur charge fiscale augmenter par rapport à la situation actuelle.

“Notre fiscalité est devenue un système aussi injuste qu’inefficace.”

Zakia KHATTABI & Patrick DUPRIEZ, Coprésidents d’ECOLO

La seconde mesure proposée vise à résoudre un problème économique et sanitaire majeur en Belgique : l’immobilité causée par la congestion automobile. Les écologistes proposent donc de remplacer les avantages liés aux voitures de société par un budget mobilité, pour tous les travailleurs, sous forme de crédit d’impôt imputé

sur le précompte professionnel. Le budget mobilité inciterait au choix de modes de déplacement durables : celui qui opte pour la marche ou le vélo empoche simplement le montant global. Et celui qui prend le train ou le bus peut couvrir le montant de son abonnement. C’est non seulement plus social et plus durable, mais la mesure permet également une énorme simplification administrative. ■



SANTÉ-ENVIRONNEMENT : LE COUPLE RÉCONCILIÉ

Un récent rapport de la Commission Européenne l'atteste, la qualité de notre air, particulièrement à Bruxelles, est une des plus médiocres de toute l'Europe. En cause essentiellement, l'extrême densité du transport routier et l'inexistence de mesures politiques pour le limiter et le rendre plus propre.

Mais il n'y a pas que l'industrie automobile qui tente d'affaiblir le niveau d'exigence sanitaire, voire même d'en contourner les règles. L'industrie chimique et pétro-chimique exerce en effet une pression gigantesque pour empêcher l'Europe de prendre des mesures, pourtant nécessaires, afin d'interdire la commercialisation de produits contenant des perturbateurs endocriniens (cf. notre dossier pages 04-09).

“Face au poids des intérêts économiques et financiers, nous avons besoin d'un pouvoir politique qui prenne ses responsabilités et qui favorise le développement d'alternatives propres.”

Notre santé dépend étroitement de notre environnement. De notre capacité à le préserver et à l'améliorer dépend l'avenir des générations futures.

Venez débattre des solutions que propose Ecolo lors de notre 9^{ème} Ecolab.

Ecolab #9

Santé-Environnement : le couple réconcilié

Quand ? Samedi 24 juin à partir de 9h00

Où ? Umons, 31 boulevard Dolez, 7000 Mons



© Pablo Ricco - Flickr

Ecolab #10

Quelle mobilité pour demain ?

Quand ? Samedi 23 septembre

Où ? Quai 10, Quai Arthur Rimbaud, 10 à 6000 Charleroi

En septembre, les écologistes vous invitent à débattre de l'avenir de la mobilité. Quelle place pour la mobilité douce ? Comment exploiter au mieux l'émergence des différents modes de déplacement électriques ? Comment transporter les marchandises ?

PLUS D'INFO ?

Suivez la page Facebook d'Ecolo



L'EUROPE... NON MAIS



Pour beaucoup d'Européens, la dernière manifestation tangible de l'Union a été le lancement de la monnaie unique : l'Euro. Et depuis, plus rien. On s'en doute, ce sentiment généralisé ne rend pas vraiment justice à la réalité. Creusons donc un peu quelques récentes bonnes nouvelles.

Ces dernières années, un nombre important de législations ont été mises en place dans l'intérêt des consommateurs. Même si elles restent discrètes, elles améliorent sensiblement notre

quotidien. La suppression des frais interbancaires, par exemple, nous permet aujourd'hui d'économiser plusieurs dizaines d'euros par an. Autrement dit, nous ne payons plus de frais exorbitants parce que nous réglons nos achats par carte. Ne boudons pas notre plaisir.

Certes, beaucoup reste à faire ! Mais l'UE se crée petit à petit. Et le 15 juin, quelques semaines avant les vacances, l'Europe pourrait bien regagner quelques points de popularité avec la disparition des frais d'itinérance, le roaming. Ces fameux frais prohibitifs ajoutés sur notre facture téléphonique nous surprennent toujours, suite à l'utilisation de notre téléphone à l'étranger pour

ALLÔ QUOI ?!

appeler, envoyer des SMS ou télécharger du son ou des images*. Bientôt, on n'en parlera plus.



DISPARITION DES FRAIS DE ROAMING

Cette petite révolution est la conséquence d'un règlement européen adopté en 2015, après d'âpres discussions. Désormais, les SMS, gigaoctets et minutes d'appel seront directement déduits de notre abonnement. Et donc facturés au même prix que dans l'Etat où l'abonnement téléphonique aura été souscrit. Cela vaudra pour les déplacements dans l'Union mais aussi en Norvège, en Islande et au Liechtenstein. Reste à savoir si, lorsque le divorce avec le Royaume-Uni sera consommé, l'accord s'appliquera toujours pour les continentaux qui se rendront de l'autre côté de la Manche :-).

Notons la subtilité suivante : les appels « internationaux » feront l'objet d'une surfacturation. Un Belge en vacances à la Costa Brava appelant le restaurant de son hôtel pour y réserver une table devra donc payer un extra, alors que s'il téléphonait à sa famille restée au Plat pays, cela ne lui reviendrait pas plus cher.

Pour éviter des abus de la part des 123 millions d'Européens qui habitent à moins de 25 kilomètres d'une frontière, il faudra bien sûr que l'essentiel

de la consommation téléphonique se déroule dans le pays où l'abonnement aura été pris.

La prochaine étape consistera à adopter de nouvelles règles permettant aux Européen(ne)s abonné(e)s à des services de musique, de diffusion de films, etc. – comme Spotify, Deezer, ou Netflix – de bénéficier des contenus proposés lorsqu'ils (ou elles) se déplaceront dans un autre Etat membre, sans devoir s'acquitter de frais supplémentaires. Le Parlement européen a voté un texte en ce sens le 18 mai. Après un ultime échange avec le Conseil des Ministres et la Commission, ces dernières règles devraient être applicables dans le courant de l'année prochaine.

Enfin, pour compléter notre tableau sur les télécommunications, soulignons qu'à partir de cette année, les constructeurs de GPS, téléphones portables et autres tablettes se verront enfin imposer un format unique de chargeur. Cette mesure permettra de diminuer le volume de nos déchets électroniques hyper-polluants, en supprimant les chargeurs obsolètes. Car en définitive, seulement 3% d'entre eux sont aujourd'hui recyclés. Et c'est bien sûr trop peu. ■

“Désormais, les SMS, gigaoctets et minutes d'appel seront facturés au même prix que dans l'Etat où l'abonnement téléphonique aura été souscrit.”

* Mais pas pour les MMS.

L'Europe reconnaît l'accès des terres sur son territoire

Récemment, à Perwez dans le Brabant Wallon, c'est l'occupation pacifique d'une terre agricole menacée par un mauvais projet de contournement routier et d'extension de zoning qui a remis en lumière la question de l'accaparement des terres. Huit agriculteurs risquent l'expropriation d'une partie de leurs champs. Plus de 55 hectares pourraient être prochainement bétonnés. Les terres agricoles aux mains des petits exploitants nous sont pourtant précieuses. Petit tour du propriétaire européen.

Si on considère le nombre d'unités d'exploitation, le modèle familial domine l'Union Européenne. Sur 10.8 millions de fermes dans l'UE-28 en 2013, la très large majorité (96,2%) est familiale. Le modèle familial est pourtant gravement menacé.

Le 27 avril 2017, reconnaissant pour la première fois le problème de l'accaparement des terres en Europe, le Parlement Européen a voté un rapport sur « l'état des lieux de la concentration agricole dans l'Union Européenne ». La proposition de résolution

– qui demande explicitement à la Commission d'agir – pourrait être le point de départ pour établir une nouvelle réglementation européenne, empêchant l'accaparement de terres par les grandes entreprises – souvent non-agricoles – et facilitant l'accès à la terre à l'agriculture familiale.

Comme le souligne Francesco Ajena, expert en agroécologie et agriculture durable au Parti Vert Européen, « nous avons besoin de mesures structurelles construites collectivement avec la société civile, protégeant les terres agricoles, mais aussi la biodiversité. Il faut encourager la conversion vers une agriculture agro-écologique, de circuits courts, privilégiant l'agriculture familiale et paysanne. Ce n'est pas seulement une question environnementale mais économique : de nombreuses études démontrent que l'agriculture locale crée des emplois de qualité non délocalisables. »

30.09 – 01.10.2017
EL PRAT (BARCELONE), ESPAGNE

Colloque international
organisé par le Parti Vert Européen

Agriculture urbaine et alimentation durable



apparemment toire

En réaction à ce modèle d'agriculture industrielle, on perçoit, depuis quelques années, la détermination d'une part croissante de la population à repenser son alimentation et sa consommation. Les stratégies de résistance se multiplient. Qu'elles soient associatives, citoyennes ou commerciales : paniers bio, groupements d'achats solidaires, potagers collectifs, coopératives, agriculture urbaine... les initiatives émergent, très souvent dans un contexte de collaboration ville-campagne et en privilégiant au maximum les circuits courts. Dans de nombreuses villes européennes, ce sont les écologistes qui sont à la manœuvre. A Nantes,

Malmö, Barcelone, Bruxelles... pour ne citer que quelques villes, les élus locaux et régionaux ont initié de nouvelles dynamiques.

“Les chiffres de 2010 montrent que dans l'Europe des 27, près de 3% des exploitations contrôlent déjà 50% des surfaces agricoles. À l'inverse, en 2012, 80% des exploitations ne possèdent que 12 % des terres.”

Les terres agricoles qui appartiennent à de petits exploitants nous sont précieuses. Elles sont à la base du modèle de circuit-court que nous défendons. Pourtant, en Belgique, entre 1980 et 2010, 63% des exploitations agricoles ont disparu, la superficie moyenne des fermes a plus que doublé et 45% des travailleurs agricoles ont abandonné leur activité. ■



Réformer les institutions pub



Le séisme provoqué par l'affaire Publifin montre que le moment est venu d'entamer un processus de réforme. À ce jour, rien qu'en Brabant wallon, on compte une quinzaine de structures publiques supra-communales.

Que constatons-nous ? Que certaines se font concurrence, alors qu'elles fonctionnent toutes avec de l'argent public. Que près de 300 mandataires composent leurs différents organes décisionnels. Mais surtout, que le contrôle démocratique des grandes décisions publiques est déficient. Pourquoi ? Parce que les orientations sont généralement prises par un nombre restreint de mandataires, au sein de Comités Exécutifs (CE). Et que sous ces CE, les Conseils

Zéro déchet en s'amusant





Le 22 mars, à Walhain, les écologistes du Brabant wallon ont testé pour vous le «Zéro déchet» avec Sophie De Mol, Julie Drossaert et Thomas Moreau. Passer au zéro déchet, c'est un

processus progressif et... amusant. On commence par des petits changements et puis tout s'enchaîne. Bien sûr, bon nombre d'entre nous appliquent déjà certains principes, mais pas nécessairement de façon systématique. Le saut qualitatif est intéressant. ■

La succes story du BW qui a gardé son visage humain

IBA, la spin-off de l'UCL née en 1986 est devenue, en 2017, une société internationale leader sur le traitement du cancer par protonthérapie. Située à Louvain-la-Neuve, elle continue d'engager, chaque année, des centaines de travailleurs. Et si sa mission principale est de sauver des vies, on peut dire que l'humain est au centre de toutes les préoccupations de l'entreprise. Ecolo l'a visitée pour vous. ■

www.lesvaleursdesophie.com 

www.creonsdemain.be/les-acteurs 

liques en Brabant wallon

d'Administration (CA) ne sont souvent que de simples instances d'entérinement.

Ecolo BW a récemment proposé au débat public une réforme sans tabou. L'idée ? Dissoudre les structures existantes et les regrouper dans 4 agences opérationnelles spécialisées : les « pôles métiers » de l'environnement, de l'animation économique, du territoire et de la cohésion sociale. Ces 4 pôles seraient dirigés par des CA de ± 15 personnes, avec un vrai pouvoir décisionnel et de contrôle. Finis les conseils exécutifs !

÷3 *Avec cette proposition, nous diviserions par 3 le nombre de mandats rémunérés.*

Les impulsions politiques proviendraient d'une assemblée composée d'élus communaux et de citoyens. Celle-ci réunirait, une fois l'an, les forces vives du Brabant wallon (chercheurs, associatif, entrepreneurs, ...) pour élaborer une vision de long terme. Les institutions provinciales disparaîtraient au profit de cette coopération intercommunale.

Avec cette proposition, nous pourrions éviter la concurrence intra-publique, accroître le contrôle démocratique, développer une vision cohérente de notre avenir, et diviser le nombre de mandats rémunérés par 3. ■



GRATIFERIA : LA BOURSE DU 100 % GRATUIT



Le samedi 1^{er} juillet, c'est la seconde Gratiferia de Wavre : une brocante 100% gratuite réservée aux particuliers. On peut y donner ses bibelots, ses

meubles, ses jouets, sa vaisselle, ses vêtements, ses chaussures, ses livres, ses plantes... Tout ce qui est en bon état, fonctionnel, propre, légal et non-périmé. ■

CONTACT :

Stéphanie Grosjean

wavre.ecolo@opus32.be – 0468 19 24 07

Réformer les institutions pub



Le séisme provoqué par l'affaire Publifin montre que le moment est venu d'entamer un processus de réforme. À ce jour, rien qu'en Brabant wallon, on compte une quinzaine de structures publiques supra-communales.

Que constatons-nous ? Que certaines se font concurrence, alors qu'elles fonctionnent toutes avec de l'argent public. Que près de 300 mandataires composent leurs différents organes décisionnels. Mais surtout, que le contrôle démocratique des grandes décisions publiques est déficient. Pourquoi ? Parce que les orientations sont généralement prises par un nombre restreint de mandataires, au sein de Comités Exécutifs (CE). Et que sous ces CE, les Conseils

Zéro déchet en s'amusant



Le 22 mars, à Walhain, les écologistes du Brabant wallon ont testé pour vous le «Zéro déchet» avec Sophie De Mol, Julie Drossaert et Thomas Moreau. Passer au zéro déchet, c'est un

processus progressif et... amusant. On commence par des petits changements et puis tout s'enchaîne. Bien sûr, bon nombre d'entre nous appliquent déjà certains principes, mais pas nécessairement de façon systématique. Le saut qualitatif est intéressant. ■

La succes story du BW qui a gardé son visage humain

IBA, la spin-off de l'UCL née en 1986 est devenue, en 2017, une société internationale leader sur le traitement du cancer par protonthérapie. Située à Louvain-la-Neuve, elle continue d'engager, chaque année, des centaines de travailleurs. Et si sa mission principale est de sauver des vies, on peut dire que l'humain est au centre de toutes les préoccupations de l'entreprise. Ecolo l'a visitée pour vous. ■

www.lesvaleursdesophie.com



www.creonsdemain.be/les-acteurs



liques en Brabant wallon

d'Administration (CA) ne sont souvent que de simples instances d'entérinement.

Ecolo BW a récemment proposé au débat public une réforme sans tabou. L'idée ? Dissoudre les structures existantes et les regrouper dans 4 agences opérationnelles spécialisées : les « pôles métiers » de l'environnement, de l'animation économique, du territoire et de la cohésion sociale. Ces 4 pôles seraient dirigés par des CA de ± 15 personnes, avec un vrai pouvoir décisionnel et de contrôle. Finis les conseils exécutifs !

÷3 *Avec cette proposition, nous diviserions par 3 le nombre de mandats rémunérés.*

Les impulsions politiques proviendraient d'une assemblée composée d'élus communaux et de citoyens. Celle-ci réunirait, une fois l'an, les forces vives du Brabant wallon (chercheurs, associatif, entrepreneurs, ...) pour élaborer une vision de long terme. Les institutions provinciales disparaîtraient au profit de cette coopération intercommunale.

Avec cette proposition, nous pourrions éviter la concurrence intra-publique, accroître le contrôle démocratique, développer une vision cohérente de notre avenir, et diviser le nombre de mandats rémunérés par 3. ■



GRATIFERIA : LA BOURSE DU 100 % GRATUIT



Le samedi 1^{er} juillet, c'est la seconde Gratiferia de Wavre : une brocante 100% gratuite réservée aux particuliers. On peut y donner ses bibelots, ses

meubles, ses jouets, sa vaisselle, ses vêtements, ses chaussures, ses livres, ses plantes... Tout ce qui est en bon état, fonctionnel, propre, légal et non-périmé. ■

CONTACT :

Stéphanie Grosjean

wavre.ecolo@opus32.be – 0468 19 24 07

Zéro déchet ? Zéro carabistouille

RENCONTRE AVEC SYLVIE DROULANS – WWW.ZEROCARABISTOUILLE.BE

Sylvie, pourquoi le zéro déchet ?

À la naissance de notre deuxième fille, mon mari et moi avons eu envie de rendre notre mode de vie « encore plus vert ». Nous attaquons alors l'alimentation bio et les couches lavables. Et parallèlement à ça, nous nous investissons dans « Etterbeek en transition ». Nous créons un compost et un jardin collectif. En fait, pas mal des choses qu'on peut voir dans le film *Demain*.

Un jour, sur internet, je découvre Béa Johnson. Cette Française et sa famille – vivant en Californie – produisent à peine un bocal de 500 ml de déchets par an. Cela me fascine. Fin novembre 2015, j'assiste à une de ses conférences. Et le déclic se produit :

je réalise qu'on peut poser un acte engagé tout en ayant une vie « normale ». Je tente le zéro déchet.

En pratique, comment ça se passe au quotidien ?

Dès les premières courses, je me dis que Colruyt et ses nombreux emballages ne pourront plus convenir. Je m'aide d'internet pour trouver des alternatives, et je partage tout ça sur mon blog. Ce qui crée une sorte de « communauté » de personnes qui se partagent les bons plans.

À Etterbeek, sur deux kilomètres, nous trouvons des endroits où nous approvisionner. En cinq heures par mois, toutes mes courses sont faites : il y a peu de files dans les magasins, je sais ce que

Les jeunes ont le droit d'essayer !



Ce 1^{er} mai, les écologistes ont défendu, pour les jeunes, le « droit d'essayer ». Les allocations d'insertion, aujourd'hui supprimées, permettaient à certains une autonomisation progressive et une entrée dans le monde du travail, via

l'acquisition d'expériences intéressantes. Ce n'est malheureusement plus le cas aujourd'hui. À Molenbeek, en matinée, et Place Rouppe, l'après-midi, les échanges sur la situation des jeunes chercheurs d'emploi furent nombreux. ■



ille !

je veux et je me fournis également via un groupe d'achats groupés particulièrement variés. En une demi-heure tous les quinze jours, nous trouvons les légumes, des pâtes et des produits laitiers. Et si certains produits ne sont pas disponibles en vrac ce jour-là, la famille «vit sans»... ou on innove : un jour, par exemple, nous avons fait un pesto avec des graines de lin. Ce n'était pas mauvais du tout.

As-tu un conseil pour démarrer ?

Commencer par un changement qui fait plaisir ! Nous, on a commencé par fabriquer nous-mêmes les collations des filles :-). Pour moi, réfléchir à diminuer ses déchets, ça nous permet d'être créatifs. Et on trouve toujours les solutions en famille ! ■



Intéressé.e par le zéro déchet ?
Fin juin, venez au repas zéro déchet d'Ecolo Bruxelles !



VIVRE SAMENSEMBLE LEVEN

Le 17 mai, les écologistes d'Ecolo et de Groen se sont réunis autour de la question du « vivre ensemble », dans une des villes les plus cosmopolites au monde : Bruxelles. C'est l'association « Le Foyer » qui a animé la soirée. Chacun a pu exprimer ses opinions, ses craintes et ses aspirations, sur un sujet qui a été extrêmement malmené ces dernières années, suite aux attentats et à la montée des extrémismes de tous bords. Une soirée vraiment enrichissante. ■



Un terril comme moteur éco

«*La valeur écologique du terril est reconnue et valorisée dans notre projet industriel*». Muriel Duroy, directrice de Belgarena, annonce la couleur. Ou plutôt, le changement de couleur de toute la conception du site industriel du Roton à Farciennes.



Là où le noir reflétait partout l'activité minière – y compris après la fermeture du dernier charbonnage carolo et la sinistrose des pertes d'emplois – le vert a repris le dessus, en créant de nouveaux jobs. L'usine se consacre aujourd'hui à la dépollution de terres qui proviennent de chantiers de construction, un peu partout en Belgique. Mais surtout, elle les utilise pour aménager le terril Saint-Jacques, voisin localisé propriété de l'entreprise qui trouve là un débouché à moindre frais mais beaucoup d'effets. «*L'intérêt économique et l'intérêt écologique se rejoignent. La biodiversité se redéveloppe sur le terril et des balades pédagogiques ont déjà lieu avec les écoles. Les riverains ont soutenu notre projet industriel, parce qu'ils ont compris que leur cadre de vie allait s'en trouver amélioré. À terme, le terril sera rendu à la commune*», nous précise notre interlocutrice.

La transition se vitamine par le lien



Il y en a qui appellent cela «*la militance à la carte*». Sur le terrain, la transition prend de multiples formes : rencontre d'acteurs locaux (comme à Sivry-Rance avec Marine Biset et Philippe Lamberts), Gratifieria et plantation de pommiers

(comme à Enghien avec Bénédicte Linard et Olivier Saint-Amand), marchés du terroir (comme à Montigny-le-Tilleul avec Michaël Dupont et Pierre Lemaitre), Repair Café (comme à Gerpinnes), action «*Wallonie plus propre*» (comme à Mons avec Charlotte De Jaer), etc.

Sous toutes ses formes, la transition permet de nouer le dialogue entre les êtres humains. Les liens, les échanges, l'ouverture aux autres... c'est essentiel pour Créer Demain. ■



nomique, qui l'eût cru ?

“ Là où le noir reflétait partout l'activité minière [...] le vert a repris le dessus, en créant de nouveaux jobs.”

Le «business model», comme on dit, intègre le coût de réhabilitation du terril dans la facture aux terrassiers et aux clients.

Et vous savez quoi ? Redessiner les flancs du terril coûte moins cher que si ces terres repartaient, une fois dépolluées, servir de remblais pour la construction en Flandre. Un double bénéfice pour l'environnement puisque, en plus de préserver la biodiversité, on économise le CO₂ émis par le transport des terres dépolluées. Green deal ! ■



UN ECOLAB QUI RISQUE BIEN DE SE PROLONGER

Le 24 juin 2017, rejoignez-nous, dès le matin, pour le 9^e Ecolab d'Ecolo : un moment-clé de dialogue sur les questions qui lient l'environnement à notre santé. Et participez, l'après-midi, à une rencontre conviviale entre les écologistes du Hainaut. ■

Une réforme des soins ho qui va tout chambouler

Le 20 mars dernier, les écologistes de Huy-Waremme ont reçu le Docteur Levaux, directeur médical du C.H.R. de Huy. Une occasion de comprendre la réforme en cours.

Vous le savez sans doute : la Ministre de la Santé veut rationaliser l'offre de soins. Une rationalisation nécessaire, vu les difficultés financières générales des différents centres hospitaliers. Mais la réforme qu'on nous propose risque de prendre beaucoup de temps.

En résumé, Mme De Block vise la création de « réseaux » hospitaliers (dont 9 en Wallonie). Chaque réseau serait établi sur une zone géographique cohérente, comprenant entre 400.000 et 500.000 habitants (il pourrait donc y avoir 2 ou

3 réseaux en province de Liège). La réforme prévoit également une gradation dans les missions des hôpitaux : missions générales de soins, missions spécialisées de soins, missions supra-régionales, missions universitaires. Et les remboursements INAMI se feraient uniquement au patient soigné dans un hôpital possédant un « agrément » pour sa pathologie. À terme, c'est tout le réseau qui serait financé globalement par les pouvoirs publics, et non plus directement les hôpitaux. Ce qui implique, bien sûr, une modification importante de leur pilotage, tout le monde en conviendra.

UNE CONVIVIALITÉ INTERNATIONALE PARTAGÉE



Dora Does, c'est une association hutoise que les écologistes ont pu récemment rencontrer. À l'origine créée pour les femmes albanophones, l'association a progressivement développé cours de français, de

citoyenneté, école de devoirs, formation au permis de conduire, interprétation sociale en russe et en albanais... et diverses activités conviviales entre une quarantaine de femmes de nationalités différentes. ■

Une chaîne humaine transfrontalière contre le nucléaire



Le dimanche 25 juin, une immense chaîne humaine exigera l'arrêt immédiat des centrales nucléaires de Tihange 2 et Doel 3. Cette initiative est organisée par un collectif transfrontalier.

spitaliers

Un impact direct, donc. Dès lors, mieux vaut plutôt l'anticiper que le subir. Quels sont les axes du travail d'Ecolo, dans les parlements et les hôpitaux ? Tout d'abord, éviter que la réforme ne se fasse au détriment de la santé de la population.

“Le travail d'Ecolo : tout d'abord, éviter que la réforme ne se fasse au détriment de la santé de la population.”

Ensuite, rappeler l'importance de la 1^{ère} ligne, essentielle à la prévention : médecins généralistes, soins à domicile, aides soignantes, etc. Parce que la prévention, c'est l'élément premier du système global des soins. ■




Pour marquer leur protestation à l'égard de la politique nucléaire belge, les citoyens poseront un geste fort : celui de relier Aix-La-Chapelle à Tihange, main dans la main. Des dizaines de milliers de personnes sont attendues.

Chaque mètre compte ! Nous devons rassembler 600 écologistes pour remplir l'objectif que les organisateurs nous ont attribué.

RDV ecole à Huy (Avenue de l'Industrie) ou à Liège (Quai Godefroid Kurth).

Infos & inscriptions : province.liege@ecolo.be – 0485 96 93 52. ■

www.chain-reaction-tihange.eu 

DETTE SYSTEME

Le samedi 6 mai, les écologistes de Flémalle, Grâce-Hollogne, Saint-Nicolas et Seraing ont organisé la représentation théâtrale « Dette Système ».

Une création engagée, qui a pu décortiquer les mécanismes des politiques d'austérité qui ne font qu'aggraver les écarts entre riches et pauvres. L'humour était au rendez-vous, et les alternatives aussi. ■



Ce que nous apprend le bœuf



Agriculture et environnement peuvent être les meilleurs alliés du monde. Enfin, à condition de progresser vers de nouveaux modèles qui associent les producteurs locaux, les consommateurs et les environnementalistes. On vous explique.

Savez-vous que près de 80% des prairies à Etalle, Tintigny et Meix sont reconnues comme des zones « Natura 2000 » ? Ce fut, au début des années 2000, un véritable défi pour les éleveurs de ces entités que d'adapter leur modèle agricole au respect de ces zones écologiques. Un défi transformé en opportunité lorsque, voici une quinzaine d'années, une poignée d'entre eux décidèrent d'aller de l'avant.

Ils furent aidés notamment par Pierre Stassart, ingénieur agronome qui est également sociologue et enseignant à l'Université de Liège, à Arlon. Il est aussi – et peut-être avant tout – un chercheur qui possède une solide expérience de terrain, acquise auprès des ONG.

Zéro déchet : ateliers pratiques



Réduire les déchets, faire des économies, éviter les produits dangereux : l'objectif « Zéro déchet » est de plus en plus largement partagé. Un petit coup de pouce, de bons conseils et

quelques astuces sont toujours les bienvenus. Pour preuve, les ateliers d'Ecolo ont rassemblé un bon nombre de curieux à Etalle, comme à Nassogne. Et d'autres ateliers sont attendus dans les semaines qui viennent. ■

Qu'est-ce qu'on sème !

Sauvegarder notre liberté et la biodiversité face aux multinationales de l'agro-business qui veulent nous interdire de produire des semences au jardin : c'est une question essentielle qui nous concerne tous.

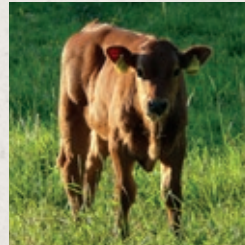
Pour attirer l'attention du grand public et marquer son soutien à la résistance, Ecolo est dans la rue ce printemps. Au programme : sensibilisation, rencontres et, évidemment, semences paysannes bio. ■

des prairies gaumaises

Qu'a-t-il donc retenu du travail de ces éleveurs ? Avant tout, que le changement ne se décrétait pas. Qu'il n'y avait pas de modèle tout fait. Qu'il fallait progresser pas à pas, « *construire, autour des connaissances des acteurs locaux, un enjeu suffisant pour induire une nouvelle forme d'organisation de la filière* ». Et pour cela, il fallait « *des objectifs partagés tant par les producteurs, les consommateurs que les environmentalistes* ».

“Un véritable défi pour les éleveurs d'Etalle, Tintigny et Meix que d'adapter leur modèle agricole au respect de ces zones écologiques.”

Pari tenu. Aujourd'hui, la filière labellisée du bœuf des prairies gaumaises, qui travaille dans le strict respect d'un cahier des charges environnemental, a bel et bien rencontré la demande d'une viande de meilleure qualité. Et sans doute aussi la fierté de ces consommateurs de soutenir les habitants de leur région et de protéger la richesse naturelle de leur terroir. ■



DEMAIN... SE CONSTRUIT



Le film « Demain » n'avait jamais été projeté à Houffalize. Mais c'est désormais chose faite. L'intention d'Ecolo va cependant plus loin : entrer en dialogue avec celles et ceux qui pensent qu'un avenir meilleur se construit avec des alternatives au modèle dominant, avec des projets portés par les citoyens et soutenus par la Commune. Toute la logique d'une liste citoyenne qui se prépare. ■

Scandale #Publifin : et les intercom

La coopération entre les communes est indispensable pour assurer un service public performant et équitable pour les citoyens : collecte et traitement des déchets, épuration des eaux, distribution d'eau potable, gestion des parcs d'activité économique, informatique communale,... les services sont nombreux. Mais les intercommunales de la province fonctionnent-elles correctement ?

Certes, la situation namuroise est fort différente de la situation liégeoise. La commission d'enquête a pu mettre en lumière une organisation de Publifin en structures complexes mêlant privé et

public, des rémunérations fixes et élevées pour les administrateurs (sans réel travail de ceux-ci) et une carence du contrôle des communes.

La situation est fort différente à Namur. Mais il y a quand même des choses à faire. Pour améliorer la qualité du travail réalisé par les intercommunales de la province et leurs agents, les écologistes ont mis sur la table 9 propositions. Elles visent 4 objectifs :

1. Redessiner le paysage des intercommunales namuroises, notamment en supprimant les structures inutiles et en intégrant IDEFIN dans le BEP ;
2. Renforcer le rôle des administrateurs au sein des conseils d'administration, en limitant la taille de ceux-ci et en supprimant les comités de gestion et autres comités restreints ;

Préserver l'activité commerciale en centre-ville



Le 8 mai, 80 citoyens ont répondu à l'invitation des écologistes de l'arrondissement de Philippeville. Ils se sont

penchés sur la préservation de l'activité commerciale dans les centres. Les interventions de Guénaël Devillet (Université de Liège) et de l'UCM n'ont fait que confirmer l'intuition des écologistes : l'offre commerciale était globalement suffisante. Tout ce qui s'est créé ces dernières années en périphérie s'est perdu au centre, suite à un jeu de vases communicants. ■

MON JARDIN AU NATUREL

C'est le premier week-end de mai que les écologistes de deux communes namuroises – Éghezée et Floreffe – ont choisi pour proposer d'échanger plants et bonnes pratiques en matière de jardinage, d'apiculture et de désherbage manuel. Ce fut également l'occasion de lancer l'opération « Qu'est-ce qu'on sème ? » et d'organiser une distribution de semences. Le tout dans une ambiance conviviale. ■




munales namuroises ?

3. Assurer une transparence complète des mandats et des rémunérations ;
4. Renforcer le contrôle par les conseils communaux, le conseil provincial et les citoyens à travers une meilleure information quant aux enjeux. ■

“La situation est fort différente à Namur. Mais il y a quand même des choses à faire.”




Pour consulter le dossier presse :
www.namur.regionale.ecolo.be/2017/04/27/intercommunales 



4^e ÉDITION DES JOURNÉES VERTES À SAMBREVILLE

Vu le succès des trois premières éditions, Ecolo Sambreville remet le couvert cette année avec un événement qui fera la part belle au « consommer mieux ». Le 17 juin, entre 14h00 et 17h00, a lieu la journée de la « donnerie » et des ateliers (Powertex, langue des signes, Espéranto, Linux, initiation à la trompette...). Et le 18 juin, de 10h00 à 19h00, vous pourrez participer au traditionnel salon des producteurs et artisans wallons. ■



www.sambreville.ecolo.be/2017/03/23/journees-vertes-2017 

Tihange und Doel weiterhin in der Kritik

Rund 3.500 Atomkraftgegner demonstrieren am 7. Mai mit einer „Becquerel-Tour“ in Aachen für das Abschalten der rissigen Atomkraftwerke Tihange 2 und Doel 3.

Dem Aufruf der deutschen Grünen folgend, strömten tausende Radfahrer aus der Eifel, Eupen, Baesweiler, Vaals und Herzogenrath sternförmig zur Abschlussversammlung auf den Aachener Markt. Ihre dekorierten Räder waren ein Blickfang und brachten die Botschaft klar rüber. Auch hiesige Aktivisten waren mit von der Partie.

In mehreren Reden auf dem Aachener Markt wurde nicht nur das Abschalten der umstrittenen Atommeiler bei Huy und Antwerpen gefordert, sondern auch eine Einstellung der deutschen Brennstablieferungen für eben jene Atomkraftwerke. Wenn die Städteregion und andere Städte in der Euregio einerseits das Abschalten forderten, die deutsche Bundesregierung jedoch an den Lieferungen festhalte, mache man sich unglaublich, so ein Redner.

Auffallend ist immer wieder, wie viel Anklang und Aufmerksamkeit derartige Aktionen bei unseren Nachbarn finden. Dagegen scheinen

Lehrer-Traumberuf, den niemand machen will?

In der DG herrscht Lehrermangel, das ist kein Geheimnis. Warum allerdings? Das hatte sich die Ecolo-Fraktion im PDG gefragt. Denn auf den ersten Blick scheint der Beruf doch fabelhaft zu sein: viel Urlaub, gute Bezahlung, angenehme Arbeitszeiten.

Aus genau diesem Grund hatte Ecolo Anfang des Jahres eine Online-Umfrage lanciert. Unverhofft hatte die Umfrage unter dem Titel „Lehrer – Traumberuf, den niemand machen will?“, sehr großen Anklang gefunden.

Um die Resultate breiter zu streuen, wurde im Mai schließlich eine Podiumsdiskussion unter dem selben Titel organisiert. Interessante Teilnehmer, darunter eine Primarschullehrerin, ein Direktor sowie zwei Sekundarschullehrer rundeten das Podium ab. Die zahlreichen Besucher waren sichtlich interessiert und zufrieden mit dem Verlauf des Abends. ■



“Es ist höchste Zeit an Alternativen zu arbeiten, um unsere veralteten Atommeiler endlich in Rente schicken zu können..”

abgesehen von Ecolo und Groen die anderen belgischen Parteien und deren Politiker lieber den Kopf in den Sand zu stecken und zu hoffen, dass schon nicht Schlimmeres passiert. Es ist höchste Zeit an Alternativen zu arbeiten, um unsere veralteten Atommeiler endlich in Rente schicken zu können. Noch Mitte Mai wurde bekannt, dass Belgien nicht auf einen Nuklear-Unfall vorbereitet ist. Dies sagte der Strahlenschutzexperte Patrick Smeesters vom Hohen Gesundheitsrat in einem Gespräch mit dem GrenzEcho. ■



MENSCHENKETTE GEGEN ATOM AM 25.06.2017



Um gegen die veralteten Atommeiler Belgiens zu protestieren wird am Sonntag, 25. Juni, eine Menschenkette von Tihange bis Aachen organisiert. Natürlich ist auch Ecolo Ostbelgien mit von der Partie. Wer möchte, kann sich gerne unter www.ecoloDG.be anmelden. Die Regionale organisiert nämlich einen Bus für alle Teilnehmer aus Ostbelgien. ■

3 QUESTIONS À SZYMO SUR LE RÔLE POLITIQUE

UN MUSÉE ABSENT, UN RÔLE INÉDIT

À travers les lacunes des collections muséales et les histoires alternatives, le Wiels, pour ses 10 ans, invite le visiteur à se pencher, entre autres, sur le rôle des musées dans l'espace public et la formation de l'opinion politique. Etopia, à l'occasion d'un travail sur les archives de l'ambassade universelle – un collectif de sans-papiers actif entre 2000 et 2005 – prend une place innovante dans cette exposition, quelque part entre savoir et culture.

▼ Vue d'installation de l'exposition *Le musée absent* (2017) au WIELS. Photo : Kristien Daem



N ZAREBA DES MUSÉES

Szymon Zareba, responsable du centre d'archives Etopia, nous explique comment, de la collaboration entre un centre d'archives et un centre d'art contemporain, peut naître un nouvel espace politique et citoyen.

Pourquoi le Wiels se lance-t-il dans une exposition qui interroge le rôle des musées dans l'espace public ?

Le Wiels, « centre d'art contemporain », n'est pas, à ce jour, reconnu formellement comme un musée par les pouvoirs publics. Pourtant, les habitants du quartier et les visiteurs le désignent familièrement comme « le musée ». Mais entre ce qui existe formellement pour les pouvoirs publics et ce qui existe vraiment dans la réalité, il y a parfois de la marge. En interrogeant son propre rôle, après 10 ans d'existence, c'est la fonction muséale que le Wiels interroge à travers les expositions du « Musée absent ».

Et Etopia, quel est son rôle ?

Etopia est à la fois un centre de formation, de prospective et un centre d'archives. L'idée de collaborer avec le Wiels et de réaliser l'inventaire

des archives de l'ambassade universelle « en direct », sur place, publiquement, durant les quatre mois d'exposition, n'est pas le fruit du hasard. En nous rendant directement accessibles aux visiteurs, nous mettons en évidence que ces documents, en quelque sorte, appartiennent aux citoyens. Ils font partie de nos biens communs.

Pourquoi cette exposition aujourd'hui ?

Pour lutter contre le repli sur soi, il est essentiel que l'histoire de la diversité des habitants de Bruxelles et d'ailleurs, et de leurs multiples origines, leur soit restituée. C'est aussi un moyen important de garder la mémoire de nos luttes collectives et citoyennes, loin de l'Histoire officielle qu'écrivent les états nations.

Les archives de ces mouvements de contestation sont encore peu mises en valeur aujourd'hui en Belgique. Pourtant, elles témoignent de l'existence de pans entiers de résistances et de luttes trop souvent oubliées de la mémoire collective. Que manque-t-il en fait ? C'est du désintérêt ?

Ces archives ne sont que rarement collectées. Et les sources sont souvent aussi diffuses que les collectifs qui les produisent. Il n'est donc pas toujours évident de les inventorier. Mais elles sont les témoins privilégiés d'actions essentielles menées par des collectifs associatifs qui se mobilisent autour de l'aide aux réfugiés et aux sans papiers. Ces mouvements jouent un rôle de premier plan dans notre conscience politique collective. Et cela, même si leur existence n'est pas reconnue par l'Etat. ■

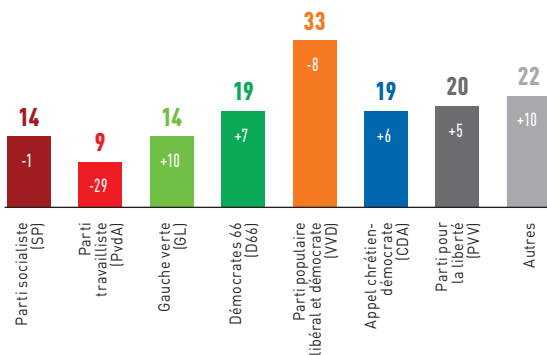
L'exposition « Le musée absent » se tient jusqu'au 13 août au Wiels, Av. Van Volxem 354 à 1190 Bruxelles. Ouvert du mardi au dimanche de 10h00 à 18h00. Infos : +32 (0)2 340 00 53.

www.wiels.org/fr/exhibitions/927/Le-musée-absent 

Les verts progressent aux Pays-Bas

Le 15 mars dernier, Groenlinks – après une campagne menée par le charismatique Jesse Klaver, orientée vers les réseaux sociaux et la rencontre de publics cibles – a obtenu 9,1% aux élections nationales des Pays-Bas. 10 sièges de plus pour les verts, c'est une victoire historique !

RÉSULTATS DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 15.03.2017 AUX PAYS-BAS – 150 sièges à pourvoir au total



Le parti écologiste est dorénavant représenté par 14 députés dans un parlement qui en compte 150. Jusqu'au 15 mai, Groenlinks aura participé à la formation d'un gouvernement avec des libéraux (VVD, la force politique dominante), des chrétiens-démocrates (CDA) et des libéraux de gauche (D66). Malgré une négociation qualifiée de sérieuse et sincère, les projets politiques de ces 4 partis sur la politique à mener vis-à-vis des réfugiés et du réchauffement climatique se sont révélés difficilement conciliables.



© David Van Dam (Reporters)

Crisette au gouvernement flamand autour de la protection des forêts

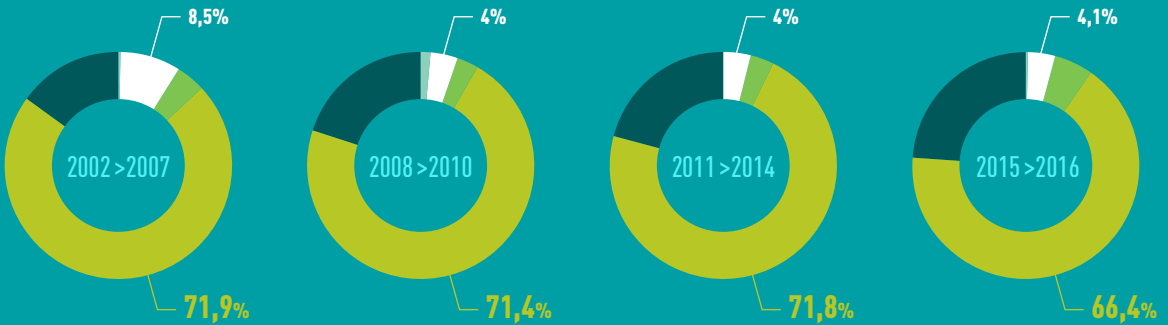
Avec seulement 10% de forêts sur son territoire, la Flandre est l'une des régions les moins boisées d'Europe. 1/3 des forêts flamandes sont aussi extrêmement vulnérables parce qu'elles sont situées dans des zones « urbanisables » (zone d'habitat, zone industrielle,...). Logiquement, le gouvernement flamand avait donc pris la décision de protéger 12 000 hectares supplémentaires de forêts. Hélas, bien qu'une indemnité ait été prévue pour compenser la dévalorisation des parcelles, mi-mai, sous la pression des propriétaires et du VOKA – l'organisation des employeurs du nord du pays –, le Gouvernement flamand a fait marche arrière. Si un accord n'est pas trouvé durant cette législature, la Flandre continuera donc de déboiser.



1/3 des forêts flamandes sont extrêmement vulnérables, parce qu'elles sont situées dans des zones « urbanisables ».

LA RÉALITÉ CHIFFRÉE ET NUANCÉE DES DÉLOCALISATIONS

RÉPARTITION DES PERTES D'EMPLOI EN FONCTION DU TYPE DE RESTRUCTURATION



● Faillites / fermetures ● Autres ● Délocalisations¹ ● Fusions & acquisitions

● Restructurations internes

ROBOTISATION² & INFORMATISATION

FLEXIBILISATION DES TRAVAILLEURS



RÉFÉRENCES:

- Daron Acemoglu, Pascual Restrepo, *Robots and Jobs: Evidence from US labor markets*, 2016
- Eurofound, *ERM annual report 2016: Globalisation slowdown? Recent evidence of offshoring and reshoring in Europe*, 2017

1 - Déménagement d'une entreprise d'un pays à l'autre [y compris intra-européen]
 2 - Selon le Massachusetts Institute of Technology (MIT), un robot détruit en moyenne 7 emplois.

ENTRETIEN AVEC **SAMUEL LAURENT**,
RESPONSABLE DES DÉCODEURS DU MONDE.FR

FAKE NEWS, VRAIS DÉFIS

Fake news : *n.f.*, anglicisme. Originellement, désigne un faux article (dans le sens d'une imitation), et non un article faux (dans le sens d'erroné). L'emploi de ce terme s'est toutefois élargi et recouvre aujourd'hui des réalités différentes...

On entend parler presque quotidiennement des « fake news ». De quoi parle-t-on concrètement ?

Au départ, une fake news, c'était quelque chose de divertissant. Aujourd'hui, on trouve plusieurs réalités derrière ce terme. Ces derniers temps, ce concept renvoie surtout aux publications orientées (par ex. Sputnik, RT, ...) qui visent à distiller leurs thèses, souvent d'extrême-droite ou russophile, pour influencer le débat public. On parle aussi de fake news pour désigner les intox, les rumeurs malveillantes ou les fausses informations visant à déstabiliser un adversaire politique.

Mais la fake news, c'est aussi le pastiche humoristique (type Gorafi ou Nordpresse) ou les faux sites d'informations dits « appeaux à clics » (comme NBC.com.co), qui ressemblent à des sites d'actualité mais qui cherchent uniquement à faire le buzz pour des raisons exclusivement commerciales.

Enfin, c'est aussi devenu l'outil favori des partisans des théories du complot, qui y trouveront toujours de quoi disqualifier les articles de presse supposés menteurs et manipulateurs.

C'est-à-dire ?

On observe une défiance de la part de la population vis-à-vis de la presse et des journalistes, « tous



menteurs, tous vendus ». La vérité serait ailleurs. Les politiques eux-mêmes encouragent à leur manière ce phénomène, en tapant sur la presse régulièrement (Trump), s'ils se sentent acculés (Fillon pendant la campagne présidentielle) ou pour servir leurs propres intérêts (« les médias vous mentent, venez vous informer sur mes supports, c'est là que se trouve la vérité »).

Ce phénomène n'a-t-il pas toujours existé ?

La propagande, l'orientation de la communication ou la propagation de rumeurs contre un adversaire ont bien sûr toujours existé. Mais les outils actuels, comme les réseaux sociaux, y donnent un écho et une puissance incroyables. Tout est information. Tout peut circuler sans limite. La source importe peu : puisque tout le monde partage cette information, elle est forcément vraie. Elle doit avoir été vérifiée par quelqu'un quelque part. On observe également la montée en puissance du style 'éditorial', notamment via les youtubeurs, qui mélangent faits et commentaires.

C'est possible de décoder toutes ces informations qui circulent ?

La genèse des Décodeurs, c'est le fact checking politique. On a ensuite regroupé d'autres spécialités de la rédaction, à savoir le data-journalisme et la pédagogie, sous une même coupole. Nous étions 7 en 2014 lorsqu'a été lancée la version actuelle des Décodeurs, nous sommes maintenant 12.

“La propagation de rumeurs contre un adversaire a toujours existé. Mais les outils actuels, comme les réseaux sociaux, y donnent un écho et une puissance incroyables.”

Notre job, c'est de vérifier les déclarations, les affirmations et les rumeurs en tous genres. Nous recoupons, remettons les informations en contexte, nous les expliquons, nous répondons aux questions que les gens nous posent. Nous prenons le temps nécessaire, sans céder à l'emballement général. Pour prendre un exemple récent, les 'MacronLeaks' ont soulevé beaucoup de questions : ils nous apparaissent clairement comme quelque chose de louche ; allions-nous dès lors traiter ou non l'information ? Si oui, comment ? Par quoi commencer ? Pendant qu'on tentait d'analyser tout ça avec prudence, un volume dingue d'informations circulait déjà un peu partout.

Ça paraît décalé mais une fois la vague passée, la froide analyse prend tout son sens.

Avez-vous le sentiment que le public est réceptif ?

Oui. Les fake news font évidemment des dégâts et forgent des opinions basées sur des mensonges. Mais paradoxalement, la multiplication des fausses informations contribue à la construction d'une prise de conscience. Les gens finissent par faire la différence. Et c'est là qu'on intervient, à notre échelle, pour analyser, remettre en perspective et leur permettre d'avoir les clés. Notre nombre d'abonnés augmente de façon constante, une façon de nous montrer que nous répondons à un besoin et que ce travail en vaut la peine ! ■

www.lemonde.fr/les-decodeurs 



“LE VRAI PROCÈS QUI N'A PAS EU LIEU, C'EST CELUI DE L'ÉVASION FISCALE”

C'est ce que déclarait, le 15 mars dernier, Antoine Deltour sur les marches de la Cour d'appel de Luxembourg. Accusés de blanchiment d'informations volées et de violation du secret d'affaire dans l'affaire « Luxleaks », A. Deltour et R. Halet espéraient l'acquittement. Malheureusement, le sort des lanceurs d'alerte n'est pas le même que celui des multinationales dénuées d'éthique.



Rappelez-vous. À travers un mécanisme de *ruling*¹, un certain nombre de sociétés multinationales comme Apple, Amazon, Ikea et Deutsche Bank, ont pratiqué l'évitement fiscal au Luxembourg. Fondés sur une base supposée légale – mais néanmoins contestée –, d'avantageux accords fiscaux avaient été passés avec l'administration luxembourgeoise. Ces compagnies ne font pourtant l'objet d'aucune poursuite, au contraire des personnes ayant rendu publics ces documents discrets.

En condamnant Deltour et Halet tout en tolérant l'évasion fiscale, la justice luxembourgeoise a appliqué « deux poids, deux mesures ».

écolo j plaide aujourd'hui :

- Pour une protection juridique des lanceurs d'alerte ;
- Pour une lutte efficace contre la fraude fiscale ;
- Pour la fin des paradis fiscaux² ;
- Et pour une fiscalité verte.

Parce que, dans un contexte de concurrence fiscale, c'est la planète qui paie l'addition. Les recettes nécessaires aux investissements dans la transition nous échappent. La contribution de chacun à l'impôt, à hauteur de ses moyens, est pourtant une condition nécessaire à une politique ambitieuse de changement social et environnemental. ■

1 – C'est-à-dire une réponse écrite de l'administration fiscale qu'un contribuable peut utiliser en cas de litige devant les tribunaux.

2 – En ce sens, nous invitons l'État belge à renoncer aux incitants fiscaux qui creusent les inégalités sociales.

Des Give-Box à Woluwé Saint-Pierre

6 boîtes à échange ont été installées dans 6 bâtiments publics de WSP. Pendant les heures d'ouverture, chacun peut y déposer jouets, DVDs, livres, vaisselle, matériel de puériculture, etc. Bref, ces petits objets qui ne servent plus à l'un, mais qui pourront trouver une nouvelle vie chez d'autres. Une initiative simple et efficace de



Caroline Lhoir qui, à travers le partage et la récup', n'est pas sans impact sur la déconsommation et l'environnement. ■

GÉRER DURABLEMENT LA FORÊT

La commune de Ohey a récemment pris la décision de gérer ses forêts selon la méthode « ProSilva », une première en Wallonie ! Privilégier la régénération naturelle, laisser un espace suffisant aux arbres de valeur, axer la production sur les bois de qualité, ne pas autoriser le gagnage artificiel ou le nourrissage, et préparer les forêts aux changements climatiques... des changements d'habitudes et un fameux défi relevé par Françoise Ansay. ■



MARCHÉS PUBLICS : LE LEVIER POUR UNE ÉCONOMIE DURABLE ET ÉTHIQUE

Le conseil communal de Molenbeek a adopté une motion permettant d'exclure des marchés publics les entreprises qui transgressent le droit international. Un groupe de travail, présidé par Sarah Turine, s'est réuni, tous partis confondus, pour aboutir à un texte juridiquement solide. Un travail mené avec le concours d'experts en marchés publics et en droit international. ■



Reconstruire la ville sur la ville

La reconversion d'anciens sites industriels est un enjeu de rénovation urbaine important.

En plein centre de Nivelles, à proximité de la gare, le site des papeteries sera prochainement converti en logements. Dépollution, diversité et qualité du bâti, mobilité, diversification des équipements... c'est un travail transversal qui devra être mené en collaboration avec la Ville. Pascal Rigot, échevin du développement durable, aborde le projet de manière globale. En attendant sa réalisation, les murs du site ont été mis à disposition de la maison des Jeunes MJSquat pour la réalisation de graffs. ■

La capitale de la Wallonie a son **Conseil des Jeunes**

36 jeunes namurois de 13 à 17 ans ont répondu à l'appel de leur échevine de la Jeunesse, Patricia Grandchamps. Ils composent désormais le CJN, le « Conseil des Jeunes de Namur ». Leurs

objectifs ? Représenter leur génération, interpeller les élus et participer aux décisions de la Ville qui touchent la jeunesse. Un travail à suivre sur Facebook [@conseildesjeunesnamur](https://www.facebook.com/conseildesjeunesnamur). ■



LA SIESTE, CE N'EST PAS QUE P LES VACANCES !

Saviez-vous que le mot 'sieste' venait du latin 'siesta', qui désigne la sixième heure ('sexta hora') après le lever du soleil et correspond à ce moment où notre vigilance baisse en début d'après-midi ? Et que Newton avait découvert le principe de gravitation pendant qu'il s'accordait une sieste de quelques minutes ?

Considérée comme réservée aux (petits) enfants, aux personnes âgées et aux pays chauds, relativement mal vue dans une société qui favorise le travail et l'(hyper)activité, la sieste serait pourtant naturelle et bienfaisante à de multiples niveaux. Mémoire, stress, créativité, immunité, tension artérielle, rythme cardiaque, douleur, ... Oui, la sieste agit positivement sur tout ça. Et c'est la science qui le dit, sur base de multiples études et expériences !

Oui mais... faire la sieste au travail ? La sieste en milieu professionnel reste, chez nous, une pratique un peu honteuse. 18% des belges avouent piquer un petit somme en cachette et la plupart des dirigeants d'entreprises sont frileux à l'idée de l'instaurer au bureau. C'est tout le contraire aux USA, en Chine ou au Japon notamment, qui ont constaté les effets bénéfiques de la sieste sur les performances et le bien-être des travailleurs. Certaines études

indiquent que cette pause augmenterait de 20% les performances intellectuelles, boosterait la mémoire et la concentration. Pratiquée régulièrement, la sieste aiderait aussi à diminuer le stress, et joue un rôle positif sur la tension artérielle et le rythme cardiaque. Alors ? On s'y met ?

"Certaines études indiquent que cette pause augmenterait de 20% les performances intellectuelles, boosterait la mémoire et la concentration."

IL Y A SIESTE ET SIESTE

Il n'y a pas une sieste, il y a des siestes. De la sieste *flash* de moins de 5 minutes, à la sieste *royale* d'une heure et demie, en passant par la sieste *standard* de 20 à 30 minutes, chacune a des effets différents sur l'organisme. Trop longue ou mal adaptée, et le risque d'insomnies est réel, tout comme ce qu'on appelle l'*inertie du sommeil*, c'est-à-dire cette sensation de lourdeur et de brouillard qui subsiste après une sieste.

**Quelle sieste pour quelle situation ?
Suivez le guide !**

ENDANT



© Pexels - Unsplash

La *micro-sieste* ou *sieste flash* consiste à changer de rythme et à faire une coupure. C'est la seule qui est conseillée aux personnes souffrant d'insomnie chronique, car elle ne comporte pas de sommeil. La sieste flash s'apparente davantage à une relaxation profonde, pouvant s'effectuer n'importe où et autant de fois qu'on veut dans une journée.

La sieste de 10 à 15 minutes serait suffisante pour améliorer la vigilance, la fatigue, la vigueur et l'humeur.

La sieste la plus récupératrice est la *sieste standard* de 20 à 30 minutes. Elle a l'avantage de ne pas comporter de sommeil profond et on en sort plus reposé. ■

SÉANCE DE SIESTE FLASH EN 3 ÉTAPES

Envie d'essayer ?

Quelques minutes, trois étapes et c'est parti !

- 1.** Fermez les yeux, respirez lentement. Sentez le calme vous gagner ;
- 2.** Visualisez des souvenirs agréables : cette auto-hypnose apaise le mental. Relâchez vos muscles et bâillez allègrement. Faites des cercles avec vos yeux, toujours fermés, dans un sens puis l'autre. Laissez-les repartir vers le haut ;
- 3.** Inspirez lentement au moment de vous 'réveiller', bougez doucement les doigts, les mains, les pieds. Etirez-vous, ouvrez les yeux en regardant autour de vous et reprenez pied dans la réalité.

CAKE À LA CAROTTE



POUR 6 PERSONNES ENVIRON – 15 MINUTES

4 œufs	25 g de raisins secs	POUR LE GLAÇAGE :
300 g de beurre ramolli	2 c. à café d'extrait de vanille	50 g de beurre ramolli
250 g de sucre	1 c. à café rase de muscade	100 g de fromage frais crémeux
300 g de farine	2 c. à café rase de cannelle	200 g de sucre glace
1 sachet de levure chimique	1 pincée de 4 épices	Quelques gouttes d'arôme naturel de citron
300 g de carottes râpées	1 pincée de sel	
100 g de noix concassées	2 c. à café de zestes de citrons	
50 g de noix de pécan hachées		

- Mélanger les 4 œufs et le sucre jusqu'à ce que le tout soit mousseux.
- Incorporer la vanille, la muscade, la cannelle, le sel, le 4 épices, le citron et le beurre ramolli. Ajouter la farine et la levure jusqu'à obtention d'une pâte lisse.
- Ajouter les carottes râpées, les noix, les raisins secs.
- Beurrer et fariner légèrement le moule et verser la préparation. Enfourner 30 à 40 minutes selon votre four à 175°.
- Travailler le beurre mou avec le sucre glace et l'extrait de citron. Ajouter le fromage frais et fouetter le tout.
- Étaler le glaçage sur le cake et laisser durcir au réfrigérateur au moins 12h avant de déguster.

ILS SONT AUSSI DE SAISON ...

Artichaut, aubergine, bette, betterave rouge, brocoli, concombre, courgette, épinard, fenouil, haricot, laitue, maïs, petit pois, pois mange-tout, poivron, pomme de terre, radis



CALENDRIER

<p>24 06 17</p> <p>ECOLO ECOLAB Santé-Environnement Umons Bd Dolez 31 – 7000 Mons</p>	<p>01 + 02 07 17</p> <p>ECOLOJ ECOLOJ ON FIRE Kegeljan Av. de Marlagne 52 – 5000 Namur</p>	<p>25 08 17</p> <p>ECOLOJ APÉRO ECOLOJ La Cité Miroir Place Xavier Neujean, 22 – 4000 Liège</p>	<p>09 10 09 17</p> <p>GEF CONFERENCE : Good Governance – Good Practices Lieu à confirmer</p>
<p>25 06 17</p> <p>STOP THANGE RÉACTION EN CHAÎNE Tihange – Liège - Maastricht - Aix-la-Chapelle</p>	<p>13 15 07 17</p> <p>ÉCOLE D'ÉTÉ SUR L'AGRICULTURE URBAINE ÉCOLE D'ÉTÉ Agriculture urbaine et alimentation durable ULB (Campus de la Plaine) Bd du Triomphe – Bruxelles</p>	<p>25 + 26 08 17</p> <p>ETOPIA RENCONTRES ÉCOLOGIQUES D'ÉTÉ La Cité Miroir Place Xavier Neujean, 22 – 4000 Liège</p>	<p>23 09 17</p> <p>ECOLO ECOLAB Mobilité Quai 10 Quai Arthur Rimbaud 10 – 6000 Charleroi</p>
<p>27 06 17</p> <p>ETOPIA LA QUESTION DES RÉFUGIÉS CLIMATIQUES Rue de la Station, 4 – Verviers</p>	<p>25 07 17</p> <p>FYEG SUMMER CAMP OF YOUNG EUROPEAN GREENS Allemagne</p>	<p>25 27 08 17</p> <p>GROEN GROEN EUROPEES ZOMERWEEKEND Floreal Albert1 – Laan, 74 – Nieuport</p>	



